

Burundi : Trois leaders de la société civile dans le collimateur du pouvoir

@rib News, 13/11/2011 Les présidents de trois grandes associations de défense des droits de l'Homme au Burundi risquent de se retrouver sous peu en résidence surveillée, révèle un officiel de la présidence, sous couvert d'anonymat. L'agent de la présidence qui a révélé ces informations a fait savoir qu'il est tombé sur un document d'un plan de mise en résidence surveillée de trois leaders de la société civile, à savoir le président de l'Oluco Rufyiri ; le président de l'Aprodh, Pierre Claver Mbonimpa ; et le directeur général du FORSC, Pacifique Ninina. Selon cette source bien informée, les leaders de la société civile ainsi que les médias burundais, sont devenus des obstacles aux plans du gouvernement de Bujumbura. Des signes avant-coureurs montrent que le pouvoir est décidé à durcir la répression envers les organismes de la société civile afin de neutraliser toute voix contestataire, en témoignent les convocations judiciaires intempestives de défenseurs et journalistes. D'autres sources rapportent que ces leaders sont soumis à des filatures permanentes par des inconnus au bord des véhicules de l'Etat. [JMM]